

la Communauté économique européenne, de convoquer une réunion au niveau ministériel pour étudier le programme canadien et prendre en considération toute action complémentaire qui pourrait être adoptée par d'autres en vue d'en multiplier les avantages sur le plan international. J'ai confiance que les autres gouvernements acceptent de participer à une réunion prochaine et j'espère qu'elle marquera le point tournant de nos efforts en vue de rationaliser la situation des céréales.

En attendant, nous faisons tous les efforts possibles pour accroître les ventes à l'étranger. Les envois accrus de vivres et des facilités de crédit plus attrayantes ont permis à la Commission canadienne du blé de réaliser des ventes qui atteindront 375 millions de boisseaux cette année, ce qui représente une hausse sur toute autre année sauf une dans l'histoire de la Commission de 1943 à l'année du premier important achat par l'URSS en 1963.

Advenant la réussite de cet important programme de réduction, les perspectives du marché indiqueraient que le Canada peut revenir à un niveau de production comportant la culture d'environ 20 millions d'acres. Il faudra cependant prendre de nouvelles mesures en 1971 pour s'assurer que la production ne dépassera pas des niveaux acceptables.

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Monsieur l'Orateur, il y a un point du discours du ministre avec lequel je suis parfaitement en accord, c'est que la situation nécessite une direction gouvernementale. Cependant, dans ses propos, il n'y a aucune trace de cette direction. Depuis des mois l'opposition réclame que le gouvernement fasse connaître les engagements qu'il se propose de prendre à long terme pour régler les problèmes agricoles, notamment ceux de l'Ouest du Canada qui sont d'une extrême gravité. Comme d'habitude, nous avons été leurrés par le ministre et par son collègue, le ministre de l'Agriculture qui se servent comme d'un écran de la phrase officielle et stéréotypée employée par le gouvernement pour camoufler son inaction, son incompétence et son inefficacité: «Le gouvernement étudie la question et fera connaître sa politique en temps opportun.»

Le moment opportun est maintenant arrivé, monsieur l'Orateur. Les élucubrations du ministre ont accouché d'un programme minable et borné pour tous les agriculteurs, pour la collectivité agricole de l'Ouest du Canada et pour d'autres encore dont l'avenir semble si morne à la lumière des renseignements que nous possédons. La solution qu'il propose est loin d'être satisfaisante. Le fait est que l'industrie agricole en général, ou du moins celle de l'Ouest, est un état désastreux, dans une situation désastreuse. Et tout indique que

cet état ne sera pas temporaire, mais s'installera à demeure, dû pour une large part, nous le reconnaissons, à la conjoncture internationale, mais sans aucun doute accentué par le fait que le gouvernement, depuis quelques années, fait montre d'une pauvreté d'idées et d'intelligence sur ce chapitre. A notre avis et de celui de la communauté agricole, il existe un élément de stérilité et de défaitisme que reflète la déclaration que le ministre vient de faire.

Hier encore, monsieur l'Orateur, dans un rapport spécial au Conseil économique du Canada, M. S. C. Hudson, ancien directeur de la Direction économique du ministère fédéral de l'Agriculture, déclarait que certaines des principales causes des difficultés qui se posent, surtout en ce qui concerne l'agriculture dans l'Ouest, c'est le manque d'uniformité dans le contenu protéinique du blé canadien, un manque de souplesse des prix et un travail insuffisant pour trouver des débouchés. Il y aurait lieu de faire d'autres critiques, mais celles-ci suffiront pour aujourd'hui, faute de temps à ma disposition.

Ce n'est pas la déclaration du ministre qui va apaiser les sentiments de frustration, de colère et d'aliénation qui se font jour dans l'Ouest. Elle leur donnera un nouvel aliment. En gens pratiques que nous sommes dans l'Ouest, nous n'attendons pas des miracles et nous comprenons que des problèmes comme ceux qui nous affligent ne peuvent trouver qu'une solution à long terme. Depuis 1963, nous n'avons assurément ni trop espéré, ni trop reçu de ce gouvernement, mais nous sommes à tout le moins en droit de nous attendre à quelque compréhension et à une prise en considération bienveillante, de même qu'à des signes tangibles attestant que l'on s'efforce d'attaquer avec détermination les problèmes à leur racine même.

Il me semble que nous n'aurions pas dû placer de trop grands espoirs dans un gouvernement dirigé par un premier ministre qui a manifesté publiquement combien le problème de la vente du blé le laissait indifférent, mais nous nous attendions à autre chose de la part des représentants de l'Ouest dans le camp gouvernemental, et notamment dans le cabinet. Non seulement ils se sont montrés incapables de plaider le dossier de l'Ouest, mais, à mon humble avis, ils sont apparus en définitive comme des collaborateurs en proposant des programmes tout à fait inacceptables. Je serais bien surpris que l'on puisse dénoter, dans quelque autre pays occidental, cette attitude défaitiste.

Et que dire des problèmes des surplus de main-d'œuvre qui sont ainsi créés, des programmes intensifs de main-d'œuvre et des programmes régionaux de stimulants conçus